ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2020

PROTECTION DES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES - (N° 2478)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL20

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le secret médical est garanti par le code pénal. Déroger à cette disposition, quelle que soit la cause louable qui le justifierait, ouvre la brèche vers un traitement particulier des cas dans la loi. La loi doit être appliquée en vue de l'application du bien commun et non à destination de cas particuliers. Par ailleurs, il existe déjà des clauses dérogatoires à la conservation du secret médical pour des personnes en situation de vulnérabilité. Parce qu'il ne faut en aucun cas permettre la dérogation de l'un des piliers de l'exercice médical, cet article doit être supprimé.